

Inde

Modi verrouille les élections

P.2

Sécurité

Plan com' XXL

P.3

Le 9 juin

C'est Léon Deffontaines

P.7



PLAFONNONS LES ÉCARTS DE SALAIRES DE 1 À 20 !

LE 9 JUIN JE VOTE
LÉON DEFFONTAINES !

Gauche Unie
POUR LE MONDE DU TRAVAIL

Édito :

Mobilisés ensemble pour faire gagner le monde du travail ! L'affrontement entre capital et travail franchit un nouveau seuil ces dernières semaines dans notre pays. En attestent les dernières annonces du pouvoir en place, épaulé de ses alliés patronaux, signant définitivement la fin du « quoiqu'il en coûte » et **le retour aux bons vieux réflexes libéraux et austéritaires. Après les dix milliards d'euros d'économie en 2024, Bercy vise ainsi au moins vingt milliards de plus en 2025.** Derrière ces sommes faramineuses se cachent des coupes claires en devenir pour l'ensemble de nos services publics déjà bien mal en point, que ce soit dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement ou encore des solidarités.

Ce dogme de la sacro-sainte baisse des dépenses publiques se déploie une nouvelle fois sous nos yeux pour mieux esquiver le sujet pourtant crucial de la hausse des recettes et donc **de la fin des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises sans contrepartie, de la lutte contre l'évasion ou l'optimisation fiscale et in fine de la nécessaire contribution du capital et des forces de l'argent à la solidarité nationale.**

Faire payer l'addition aux travailleurs actifs ou retraités, voilà encore et toujours la même rengaine servie par le Président de la République dont la politique « ni de gauche ni

de droite » se révèle finalement être « ni de gauche ni de gauche ». **Cela dit toute l'urgence d'ouvrir des débouchés politiques de progrès et d'élever le rapport de force dans la société pour qu'émergent des solutions de rupture favorables au plus grand nombre.** C'est le sens de notre engagement sans failles, ici en Loire-Atlantique comme partout en France, dans la campagne auprès de notre chef de file Léon Deffontaines et notre liste de la « Gauche unie pour le monde du travail ». Quelques semaines nous séparent désormais du scrutin, l'heure est donc plus que jamais à la mobilisation sur le terrain pour faire connaître nos propositions et nos candidats qui les incarnent. C'est toute l'originalité des communistes d'ailleurs que de proposer qu'enfin entrent au Parlement des travailleurs, des syndicalistes et des élus à l'image de nos concitoyens, de leurs craintes et de leurs espoirs.

Cet espoir et ces valeurs humanistes guident chaque jour notre engagement, espoirs et valeurs qui étaient l'aiguillon de la vie de nos camarades Pascal ou Claudine qui nous ont quittés bien trop tôt. Nous leur rendons hommage dans ce numéro. Leur vie nous inspire tandis que leurs combats seront perpétués avec la force et la détermination qui caractérisent les communistes et leurs amis.

Robin SALECROIX



Bonne idée !

Le Canada va taxer les plus riches

Bien que cela ait l'air d'une mesure pré-électorale – les élections fédérales auront lieu dans un an, nous ne pouvons que saluer la volonté du gouvernement libéral de Justin Trudeau de créer de nouvelles taxes sur les plus riches de ses concitoyens.

Cette mesure fiscale, présentée par la ministre des finances Chrystia Freeland, devrait permettre de financer de nouvelles dépenses, clairement fléchées en direction des secteurs de l'éducation, du logement ou encore de l'emploi – concernant le logement, un engagement à construire 3,87 millions

de logements supplémentaires d'ici à 2031 « à un rythme et à une échelle jamais vus depuis l'après-seconde guerre mondiale ».

Comme quoi, il semblerait que certaines mesures écartées avec mépris par nos dirigeants peuvent être mises en œuvre outre-Atlantique. Et si notre gouvernement, lui aussi libéral, décidait de renier ses dogmes pour prendre exemple sur l'ami canadien ? Chez nous aussi, nous aurions besoin d'abonder les secteurs de l'éducation, du logement, de l'emploi...

Conflit Israël-Hamas

De nouvelles tensions au Moyen-Orient



Alors que la guerre continue sur le territoire palestinien, le conflit entre Israël et le Hamas a pris une autre dimension géographique au cours du mois d'avril. **En bombardant une annexe du consulat iranien à Damas le premier avril dernier, la tension est montée d'un cran avec l'Iran, pays qui refuse de reconnaître la légitimité de l'État israélien depuis la révolution islamique de 1979.** En réponse, l'armée iranienne a déclenché l'opération « Promesse honnête » dans la nuit du 13 au 14 avril avec une salve de 300 drones et missiles qui ont, pour la plupart, été interceptés par la défense anti-aérienne d'Israël. En ne visant ni zones urbaines ni pôles économiques et en prenant soin d'avertir les États-Unis au préalable, l'Iran tenait avant tout à affirmer sa position en tant qu'acteur régional puissant. Ainsi, en attaquant Israël sans passer par leurs alliés non-étatiques comme le Hamas, les houthistes et le Hezbollah, le gouvernement iranien met en avant ses propres capacités militaires. Par la suite, Israël a de nouveau répliqué sous la forme d'un bombardement symbolique ne causant que très peu de dégâts, mais visant la province iranienne où se situe le site nucléaire de Natanz.

En parallèle, les tensions continuent de s'intensifier au nord d'Israël avec le Liban. À Gaza, la récente découverte de fosses communes à l'intérieur de l'hôpital Nasser de Khan Younés vient alourdir le bilan de plus de 34 000 palestiniens tués depuis le début du conflit. Malgré la multiplication des appels à un cessez-le-feu, le manque d'aide humanitaire accroît cruellement le risque de famine pour la population palestinienne. Une trêve possible de 40 jours est en négociation entre Israël et le Hamas. Une situation complexe où le Hamas refuse de donner son accord si la trêve n'est pas permanente, alors que Netanyahu confirme sa volonté d'offensive terrestre à Rafah, avec ou sans accord de cessez-le-feu...



Inde

Modi verrouille les élections

Avec un milliard d'électeurs, l'Inde a souvent été qualifiée de la plus grande démocratie au monde. Cependant l'arrivée, il y a dix ans, de Narendra Modi à la tête du pays avec son parti nationaliste, le BJP (Bharatiya Janata Party), a fortement changé la forme démocratique du pays.

Les élections législatives indiennes de 2024 sont en cours depuis le 19 avril et ne se termineront pas avant le 1er juin. Si faire voter 970 millions d'inscrits est effectivement un tour de force, l'allongement à 44 jours du temps électoral fait craindre de nombreuses fraudes.

La commission électorale a vu deux de ses trois membres remplacés en décembre 2023 et le choix des nouveaux commissaires donne évidemment l'avantage au gouvernement en place.

Autre originalité, l'Inde a généralisé les machines de vote électronique et, même s'il a été démontré que celles-ci pouvaient être piratées, la mise en place d'un système de contrôle et de recomptage, pourtant possible sur les 1,4 million de machines déployées dans le pays, n'a pas été jugée utile. **Le Parti du Congrès, principale force d'opposition, a quant à lui vu ses comptes bancaires bloqués en février dernier. En mars, l'une des principales voix de l'opposition, Arvind Kejriwal, s'est retrouvée derrière les barreaux.** De plus, une multitude

de candidats en bonne place pour emporter à nouveau leur siège de député ont, à la suite d'un début de contrôle fiscal, brusquement changé de camp. Pour ceux qui n'ont pas décidé de rejoindre le camp de Modi, la machine judiciaire ne s'arrête plus.

Côté financement des partis en 2017, Modi a fait adopter une loi visant à « nettoyer le financement politique » en réduisant l'utilisation d'argent liquide. Cette loi a créé des obligations électorales que les entreprises et les particuliers pouvaient acheter pour financer les partis politiques. Cependant, la Cour suprême indienne l'a invalidée en février 2024. Selon les informations disponibles, cette loi aurait rapporté au BJP pas moins de 1,98 milliard de dollars entre janvier 2018 et février 2024.

L'Inde est également en chute libre dans les classements mondiaux sur la liberté de la presse. À l'instar de la France, les médias ont, au cours des dix dernières années, tous été rachetés par un cercle restreint de milliardaires indiens, en phase avec Modi. Les quelques journaux en ligne encore indépendants voient leurs journalistes intimidés. **Une critique du Premier ministre Modi vous vaudra là aussi un contrôle fiscal si vous habitez encore dans le pays.** Si l'opposition à Narendra Modi était déjà fortement réduite depuis l'élection de 2019 (93 sièges sur 543), la surprise serait totale de la voir se renforcer après le 1er juin 2024.

Les Argentins en lutte

Pour défendre leurs droits et leur République

En Argentine, l'élection du président d'extrême droite, l'ultralibéral Javier Milei en décembre dernier, produit ses effets dévastateurs. **Sur fond de mise en scène populiste, celui-ci avait annoncé lors de sa campagne vouloir passer la tronçonneuse dans les dépenses publiques de l'État.** Il s'y attelle et la brutalité des coupes budgétaires replonge le pays dans l'autoritarisme avec ses mauvais souvenirs de la dictature militaire des années 1976-1983, que Javier Milei admire.

Le 26 janvier dernier, une grève générale pour protester contre la dérégulation de l'économie, les privatisations à tout va, le règne sans partage du marché, avait mobilisé le monde du travail dans son ensemble. **Le 23 avril, ce sont les étudiants et leurs professeurs qui sont descendus par centaines de milliers dans les rues du pays** pour défendre un système universitaire au bord de l'asphyxie. En effet, dans le budget prévisionnel 2024 de l'État, pas un peso de plus n'a été attribué à l'enseignement supérieur, alors que l'inflation dépasse les 250 %. Autrement dit, en Argentine, l'université publique gratuite est en péril. Un coup très dur pour les jeunes des classes populaires qui, à travers l'enseignement supérieur, aspirent à un futur meilleur.

En s'attaquant aux services publics et à la justice sociale, **Milei et son gouvernement entendent mettre en place une société au service des**

privilegiés, instaurer la loi du plus fort et organiser le pillage de la nation par les grands groupes privés. Leur modèle économique est inspiré par l'économiste américain Milton Friedman et ses « Chicago boys », économistes ultralibéraux pour qui rien ne doit entraver le capitalisme et l'initiative privée. Ce sont eux qui, dans les années 70, conseilleront les dictateurs Pinochet au Chili ou Videla à Buenos Aires.

Pour mener à bien ses coups de forces sociaux et économiques, le pouvoir criminalise la protestation sociale et s'attaque tout particulièrement à la classe ouvrière et à ses organisations syndicales. Pour concentrer plus de pouvoirs, deux textes législatifs sont en cours de rédaction pour abroger des lois favorables au mouvement social : le code pénal et la législation du travail. Il s'en prend donc à la démocratie et prétend, pour mener à bien ses « tronçonnages », instaurer un « état d'urgence » permanent pour s'adjuger des pouvoirs spéciaux et galvauder la séparation des pouvoirs. Javier Milei est en réalité un ultralibéral néofasciste, à l'image de la vague populiste mondiale qui sévit, notamment en Europe. Pour lui faire barrage, l'opposition de gauche, les centrales syndicales, les milieux progressistes, entendent construire le rapport de force en regagnant idéologiquement les classes populaires qui se sont égarées dans les bras de l'extrême droite.



Sécurité

Plan com' XXL

Le 18 mars, Emmanuel Macron lançait l'opération « Place nette XXL », véritable campagne de lutte contre le narcotrafic sur le territoire national. Pour ce faire, de très nombreux fonctionnaires (police nationale, gendarmerie, douanes, police municipale...) ont été mobilisés.

Un mois plus tard, l'exécutif dressait un bilan pétri d'autosatisfaction et de nombres divers : **neuf opérations antidrogues pour 3 814 interpellations, 599 personnes déférées devant un juge, 260 comparutions immédiates, 186 mandats de dépôt, 83 ouvertures d'informations, plus de 500 armes saisies, quatre tonnes de drogues et 20 millions d'euros d'argent frais.**



En Loire-Atlantique, les opérations ont permis le contrôle de 6484 personnes, 301 interpellations, 19 saisie d'armes, 620 infractions relevées, 320 amendes forfaitaires délictuelles, la saisie de 54 616 € et de 11 kilos de stupéfiants. Par ailleurs, le déploiement des forces de l'ordre dans le département a donné lieu à des opérations annexes, en direction des pêcheurs de civelles, des amateurs de rodéos urbains ou encore des contrôles dans les camps des gens du voyage...

Tout en reconnaissant la nécessité de réagir face aux réseaux toujours plus structurés et dangereux comme en témoigne la multiplication des fusillades à travers le pays et dont les habitantes et habitants des quartiers populaires sont les premières victimes, **le Parti communiste**

fait part de ses réserves :
« Pour autant nous restons lucides à l'image de nombreuses organisations professionnelles du secteur qui déplorent le risque de voir dans ces opérations des coups de com' au vu du sous-dimensionnement structurel des unités d'investigation, affaiblies elles-mêmes dans leur organisation et spécificités avec la mise en œuvre de la réforme de la Police Judiciaire.

Les communistes souhaitent voir l'effort pour plus de sécurité et tranquillité s'inscrire dans la durée et dans une nécessaire cohérence. Cela passera, selon nous, par un renforcement pérenne de l'ensemble de la chaîne de la sécurité, donc des recrutements pour reconstituer une véritable police de proximité, par une meilleure réponse pénale et judiciaire avec moyens humains à la hauteur des enjeux, le réinvestissement dans les services des douanes, un effort concentré sur le haut du spectre des trafiquants ou encore par un moratoire de la réforme de la PJ.

C'est tout le sens des exigences formulées à de nombreuses reprises par les communistes et leurs élus à l'image de l'appel de Marseille décliné encore récemment à Nîmes et qui est appelé à s'élargir*.

*voir NLA n° 1072

Retraites

Gouvernement et patronat attaquent encore les seniors



La réalité de la réforme des retraites de l'année dernière démontre avant tout une **paupérisation des seniors**. Si le calendrier de mise en place est effectif depuis le premier septembre 2023, les mesures complémentaires qui devaient apporter des garanties supplémentaires pour le niveau de vie des seniors sont toujours en attente d'application. Ces mesures concernent notamment une meilleure prise en compte pour les travailleurs cumulant emploi-retraite, le minimum pension et l'extension des droits pour les travailleurs en situation de handicap.

Les retraités s'appauvrissent. L'augmentation des pensions de 5,3 % au début de l'année 2024 n'est pas suffisante pour faire face à l'inflation et à leur perte de pouvoir d'achat. Voilà maintenant que le gouvernement se questionne aussi sur une possible désindexation des retraites en tant qu'outil de régulation des dépenses publiques. Les fameuses économies recherchées par Bruno Le Maire pourraient donc atteindre une nouvelle fois les plus précaires. Sous la présidence de Macron, Édouard Philippe avait déjà eu recours à ce procédé en 2019.

Les négociations sont au point mort entre les syndicats et le Medef sur la création d'un nouveau pacte de la vie au travail. Alors que seules 35 % des personnes de plus de 60 ans sont encore en emploi, l'objectif fixé par le gouvernement d'augmenter de 5 % par an le taux d'emploi des 60-64 ans ne peut être réalisable sans de réelles garanties sur la protection des travailleurs. Dans le cadre des négociations sur l'emploi des seniors c'est d'ailleurs ce qu'a rappelé **Nathalie Bazire, de la Cgt** : « *Nous pensons que l'atteinte de l'objectif doit passer par des négociations de branches obligatoires, assorties de sanctions financières représentant 1 % du chiffre*

d'affaires pour les entreprises ayant refusé de signer des accords. »

Au-delà de revendiquer le retour de la retraite à 60 ans à taux plein, il est également plus que nécessaire d'**aménager les fins de carrière et ce afin d'empêcher les entreprises de licencier des seniors, d'éviter toute discrimination liée à l'âge, de prévenir la pénibilité et l'usure professionnelle et d'adapter le temps de travail pour permettre un départ à la retraite en bonne santé.**

Le 22 avril dernier, un nouveau dispositif de cessation anticipée d'activité a été signé entre la direction de la SnCF et les syndicats Cgt, Cfdt, Sud-Rail et Unsa. L'accord propose de scinder la fin de carrière en deux périodes. La première où l'employé reste en activité avec 100 % du salaire et une seconde période où il part à la retraite tout en restant payé par l'entreprise à 75 % du salaire. Les périodes vont de 18 à 36 mois en fonction de la pénibilité des métiers. Contrairement à l'ancien dispositif de cessation progressive d'activité qui n'était utilisé que par seulement 12 % des employés, cette évolution devrait concerner une plus grande partie du personnel de la SnCF. Une manière indirecte d'atténuer l'application de la réforme des retraites.

En réaction, Bruno Le Maire s'est montré particulièrement insatisfait de cet accord, réalisant au passage que d'avoir transformé le ministère des transports en simple tutelle a sûrement réduit l'implication du gouvernement dans la gestion de la SnCF. De son côté, le ministre délégué chargé des transports, Patrice Vergriete souligne le fait que **la SnCF a le droit de signer un accord d'entreprise comme n'importe quelle entreprise française...**

Airbnb condamné

Les plateformes ne sont pas au-dessus des lois



Avec, selon la Fondation Abbé Pierre, près de 330 000 personnes à la rue en 2023 – il y en avait 143 000 en 2012 – et un total de 4,15 millions de personnes touchées par le « mal logement » – personnes sans logement personnel, celles vivant dans un lieu trop petit pour elles, privé du confort de base, ou encore une large part des « gens du voyage » subissant de mauvaises conditions d'habitat, le pays connaît une crise du logement qui s'aggrave d'année en année. À cela s'ajoute l'inflation récente, qui frappe avec d'autant plus de force les ménages populaires, que ceux-ci vivent déjà des conditions de vie précaires et de fins de mois difficiles.

Pour faire face à cette situation critique, les collectivités, tant locales que nationale, ne sont pas à la hauteur des enjeux, avec un nombre insuffisant de constructions, notamment concernant le logement social : 93 000 logements sociaux financés en 2023 – 125 000 en 2016, pour 2,6 millions de ménages en attente.

Afin de limiter, dans le périmètre de leurs capacités, les effets les plus pernicios de cette pratique nouvelle d'hébergement touristique privatif organisé par des plateformes en ligne – Airbnb, Leboncoin, Booking... les communes les plus fortement impactées ont instauré une taxe de séjour, réglée par les vacanciers et collectée par les hébergeurs : hôtels, campings, meublés de tourisme, chambres d'hôte...

La plateforme de location Airbnb n'ayant pas respecté le reversement de la taxe de séjour correspondant à son activité locale, **l'île d'Oléron a obtenu la condamnation de l'entreprise** par le tribunal judiciaire de La Rochelle à lui verser 1,37 million d'euros, soit dix fois le montant de la taxe de séjour. Particulièrement pugnaces, les élus locaux avaient déjà obtenu la condamnation des sociétés Leboncoin et Booking pour les mêmes raisons.

Cette condamnation démontre, selon l'avocat de la communauté de communes « qu'aucune plateforme, aussi grande soit elle, n'est au-dessus des lois et que les collectivités ne doivent pas avoir peur d'agir. »

Énergies renouvelables

Les zones d'accélération, un outil qui démarre mal



Votre commune est peut-être en train de définir les « zones d'accélération des énergies renouvelables ». Ces zones devaient être identifiées avant le 31 décembre 2023. Cependant la loi APER, mal née de divers compromis, a déjà pris du retard. Seules 10 % des communes ont rendu leur copie à l'heure. De plus, cette loi interroge les élus communaux sur son utilité finale.

Si votre commune est en retard sur ce sujet, ce n'est certainement pas par manque de volonté de la majorité municipale, mais simplement parce que la loi a été votée en mars 2023 et que le

logiciel cartographique pour établir les premiers zonages n'a été opérationnel qu'en décembre. « Là où il y a une volonté, il y a un chemin », à condition de marcher sur ses deux pieds.

L'objectif initial de la loi est de permettre de raccourcir les délais des procédures et d'encadrer plus précisément certains projets afin qu'ils bénéficient de procédures d'appel d'offre rapides et facilitent leur raccordement. De nombreuses consultations citoyennes sont en cours pour permettre aux communes d'arrêter les zonages. Ensuite, elles soumettront ces propositions à un référent préfectoral qui les validera ou non. Enfin, une conférence territoriale sera chargée de vérifier l'ensemble des zones dans le but d'atteindre les objectifs énergétiques nationaux, déclinés à l'échelon régional.

Oui, la simplification a engendré une nouvelle usine à gaz ! Et attention, car pour autant, les futurs projets peuvent encore être rejetés par la suite par les communes. Donc, pour les porteurs de projet, les garanties sont faibles.

Autre problème : le risque de débordement des élus communaux, qui sont face à un dilemme. Ils doivent choisir entre retenir un nombre limité de zones pour s'assurer du moins d'anarchie possible ou pointer le maximum de zones afin de permettre aux porteurs de projet de bénéficier de l'ensemble des aides permises par la loi. **L'énergie déployée pour ce dispositif risque bien au final de déboucher sur du vent.**

Pascal Pontac

Les portuaires en deuil



La terrible nouvelle est tombée la veille de son départ en pré-retraite et son passage de témoin syndical. **Pascal Pontac, figure locale de la direction de la CGT des Ports et Docks, est décédé subitement d'une crise cardiaque.** Lors de la bouleversante cérémonie d'obsèques, près de 1000 personnes, parmi lesquelles des travailleurs des ports de toute la France, qui ont cessé le travail pour venir lui rendre hommage, mais aussi **des élus locaux, des parlementaires, des syndicalistes de nombreuses fédérations CGT, de l'Union départementale ou tout simplement des amis,** sont venus très nombreux soutenir et entourer la famille de Pascal Pontac.

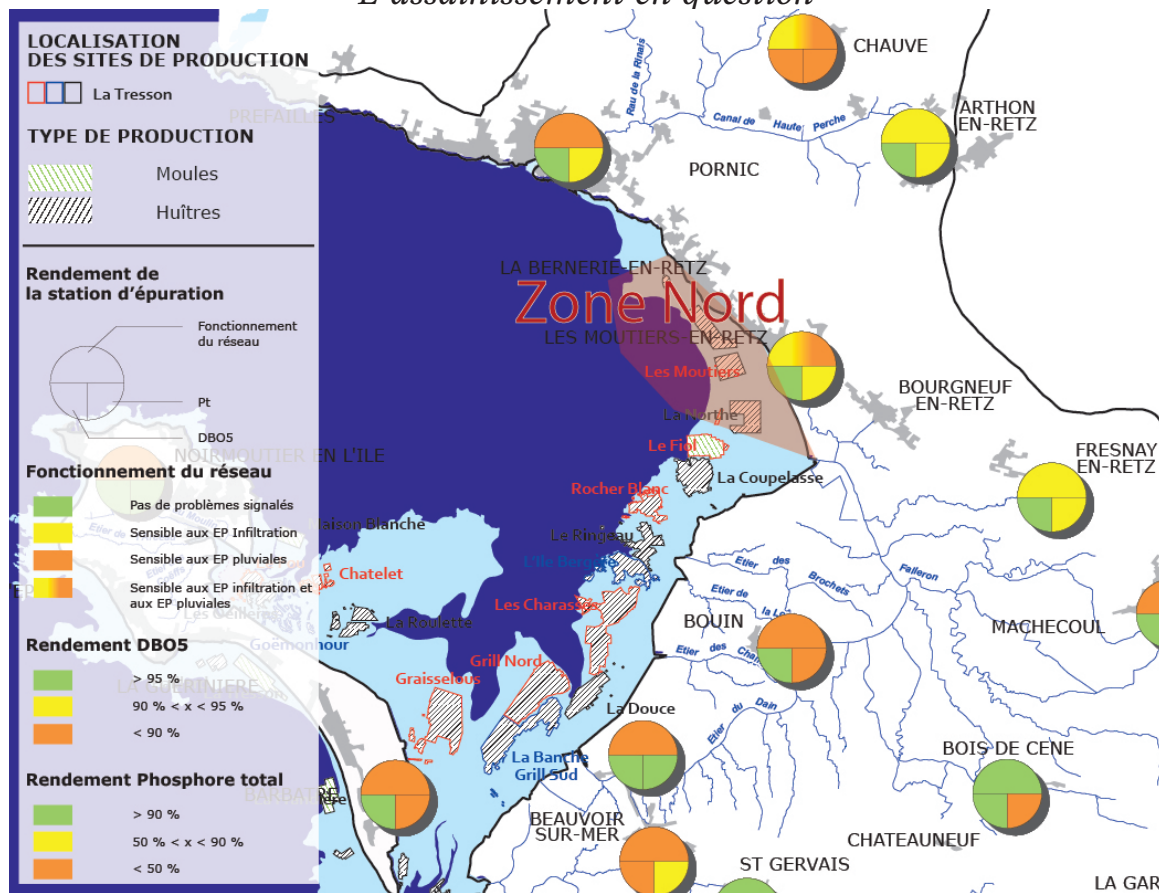
C'est une lourde perte pour le mouvement syndical et politique du département et au-delà. Pour le syndicat du port, « Nous avons encore en mémoire le dernier conflit sur les retraites avec l'engagement physique et revendicatif de Pascal, orateur debout sur un merlon, mais aussi intraitable devant un élu politique local, régional, national ou un patron, fédérant l'action des militantes et des militants autour de lui. »

Pascal était un passionné du transport maritime. **Après des études d'électromécanicien, il était devenu grutier sur les bassins nazairiens en 1993 avant d'être conducteur de portiques au terminal conteneurs du Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire en 2000.** Quelques années plus tard et après avoir acquis l'expérience syndicale nécessaire, il succède à Yves Tual, en 2012, à la tête du syndicat CGT du port, puis il intègre la direction de la fédération des Ports et Docks. Ainsi, Pascal Pontac sera de tous les combats pour le développement des ports et la défense de l'emploi des portuaires et des dockers. Personnalité discrète, loyale à ses convictions, il aura consacré une grande partie de sa vie au service de la classe ouvrière, au service des conditions de travail et de sécurité sur les quais et les bateaux, à la reconnaissance des maladies liées à l'amiante ou au droit à la retraite. Il aura aussi souvent apporté aux élus communistes son expertise sur les enjeux portuaires à travers des formations.

Pascal était aussi un communiste, un combattant internationaliste pour la défense des droits humains et du bonheur universel. **Pour Fabien Roussel, « Pascal était un dirigeant syndical et politique passionné, apprécié, respecté ; un camarade, un ami avec qui nous étions, toutes et tous, fiers et heureux de militer ».** Il rêvait d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste et de l'impérialisme. Membre du Conseil national du PCF depuis le dernier congrès, il s'appretait à participer au 1er mai à Cuba, avec une délégation nationale. Un parti dont il était fier et qu'il aimait représenter, comme lors des élections régionales de 2015 ou les élections européennes de 2019. **Pour Robin Salecroix, Secrétaire départemental du PCF, « Pascal était de ces hommes et de ces femmes pour qui l'engagement politique et l'engagement syndical fonctionnent en complémentarité... »** et permettent de mener, sur tous les fronts la réflexion, l'argumentation et la lutte pour l'émancipation des travailleurs et du genre humain. Ses camarades de la CGT et du PCF sauront continuer ce combat.

Conchyliculture

L'assainissement en question



En décembre dernier, dix jours avant les fêtes de Noël, le préfet de la Loire-Atlantique interdisait la pêche des coquillages, que ce soit à titre professionnel ou de loisir, en provenance de la zone Nord de la baie de Bourgneuf. Six mois après, la rédaction des *Nouvelles* a décidé d'aller à la rencontre de Christophe Chouquet, ostréiculteur qui fournit chaque année près de 30 000 huîtres pour la fête de l'Humanité.

Situé à Bouin, Christophe n'a pas été directement touché par l'interdiction, mais l'effet médiatique a tout de même fait baisser ses ventes de 20 %. Heureusement, il vend essentiellement ses huîtres au détail et possède également un parc dans le Finistère. Les vendeurs ont donc pu expliquer clairement la situation, car toute la baie de Bourgneuf n'était pas totalement fermée.

En effet, c'est la partie Nord qui est la plus sensible vis-à-vis des pollutions bactériologiques et des norovirus, en raison du débordement des réseaux d'assainissement lors de fortes pluies.

La partie Sud est protégée par les marais qui jouent le rôle de tampons. Plusieurs secteurs se sont fortement urbanisés sans que les capacités de traitement des eaux usées aient suivi. De plus, les réseaux sont anciens et poreux, ce qui fait que l'eau pluviale entre dans les réseaux d'eaux usées, provoquant des déversements d'eau non traitée qui peuvent contaminer les huîtres.

Pornic Agglo (dont c'est la compétence) a rapidement compris les enjeux, tant pour les ostréiculteurs que pour les eaux de baignade et a mis en place pour trois ans une station mobile d'une capacité de 3 000 m³/jour, portant ainsi sa capacité de traitement à 11 000 m³/jour, loin des 22 000 nécessaires, mais permettant de diminuer les risques en attendant d'autres solutions. **Pornic Agglo a débloqué en urgence un budget supplémentaire de 10 millions d'euros pour résorber les problèmes.**

Si la filière salue la prise de conscience, elle est toujours dans l'attente du retour des clients échaudés et de la remontée des prix. Pour les producteurs les plus touchés, il n'y a pas d'indemnité en vue pour le moment, mais une simple exonération du paiement de la redevance domaniale. Cette mesure est insuffisante, car les huîtres invendues ont continué de grandir. **Il faudra décider entre les vendre à perte ou les détruire si elles ne trouvent pas preneur.**

Le processus d'interdiction par la préfecture et le traitement médiatique sont également pointés du doigt par la filière qui souhaite ne plus être informée par la presse et que des seuils soient définis afin que le simple soupçon ne soit plus la norme.

Écosyndicalisme

Les journées de la CGT

Conscient de la nécessité de prendre en compte le changement climatique et ses conséquences, le monde du travail se penche sérieusement sur la question environnementale au travers, notamment, du concept d'écosyndicalisme. Celui-ci peut se définir comme la prise en charge de l'écologie dans toutes ses dimensions par le syndicalisme et inversement comme l'intégration par l'écologie de la défense des intérêts des travailleurs.

Les vendredi 12 et samedi 13 avril, le collectif écosyndicalisme de l'Union départementale de la CGT organisait un événement consacré à la question environnementale, prenant en compte les prismes traditionnels du syndicat – lutte des classes, anticapitalisme, réappropriation des productions, sens du travail...

Le 12 avril, le film *L'Usine, le bon, la brute et le truand* (réalisation : Marianne Lère Laf-



Les échanges ont été largement suivis par plus d'une centaine de participants, au-delà des attentes. La journée s'est terminée par des chants de lutte.

fitte) a été projeté, suivi d'un débat. Ce film retrace le combat des employés de Chapelle-Darblay, dernière et unique usine à fabriquer du papier journal 100 % recyclé en France, fermée depuis septembre 2019 sur décision de son propriétaire finlandais et désormais menacée de démantèlement. Le succès de la projection a été tel qu'il a fallu ajouter des sièges.

Le 13, à la Maison des syndicats, après une table ronde animée par Clotilde Mathieu avec des représentants d'Attac, de la CGT Agroalimentaire et de la CGT Mines énergie, a eu lieu une conversation avec Daniel Tanuro (militant écosocialiste et auteur) et Sébastien Ménesplier (secrétaire confédéral à l'environnement et la transformation de l'appareil productif).

Marielle ARTEAUD

Une syndicaliste des Finances Publiques inquiète pour nos comptes publics et le service aux usagers



C'est la période des déclarations des revenus 2023. Quel bilan peut-on tirer de la mise en place du prélèvement à la source ?

Le prélèvement à la source (PAS) s'opère par des tiers collecteurs privés en lieu et place de l'État (l'employeur, les caisses de retraite ou les allocations chômage). Tous les mois l'administration fiscale transmet le taux applicable aux collecteurs afin qu'ils puissent appliquer celui reflétant la situation la plus récente. Ils disposent alors d'un délai de 60 jours pour l'appliquer. Et c'est là que ça peut coïncider en cas de nouvel employeur par exemple, si le taux précédent était plus élevé, le remboursement du trop perçu ne se faisant qu'un an après. Le PAS a été un prétexte pour supprimer des postes d'agent des finances publiques. L'administration fiscale diligente des poursuites contre les employeurs qui ne reversent pas ce PAS à l'État au même titre que la TVA. Mais pas de bilan sérieux à ce stade à ma connaissance sur ce qui s'évapore.

Stanislas Guérini a annoncé vouloir engager un débat sur le statut de la fonction publique. Comment ont réagi les agents à cette annonce ?

Ces annonces ont fait le buzz et participent du bashing anti-fonctionnaires. Elles constituent une attaque très grave contre le statut. La fin des catégories A B C, c'est la fin des grilles donc de l'avancement salarial régulier et transparent. Le fonctionnaire est titulaire de son grade, pas de son emploi. La rémunération au mérite est contraire aux missions de service public et à son bon fonctionnement et ferait la part belle au clientélisme, donc rupture d'égalité de traitement des citoyens. Nous avons déjà connu une part variable de notre traitement que les grandes grèves de 1989 ont permis de supprimer. Le licenciement existe déjà pour faute grave ou in-

suffisance professionnelle. À la DGFIP, La semaine en quatre jours sans réduction d'horaire augmentera les risques psychosociaux (2h de plus devant les écrans), réduira le nombre de jours en télétravail, les jours de congé et RTT, et le jour non travaillé sera imposé. Il sera en outre incompatible avec la vie de famille ou associative. Il y a un vrai travail d'explication des conséquences à faire auprès des collègues. Pour l'instant, c'est une annonce de plus pour la plupart qui n'y croient pas vraiment.

Les agents des centres des finances publiques subissent aussi la diminution, par le gouvernement, des dépenses publiques. Quelles sont les conséquences pour l'État et que revendique la CGT face à ces coupes budgétaires ?

En premier lieu, l'État s'est privé de recettes importantes depuis des années (suppression ISF, baisse de l'impôt sociétés entre autres). C'est la masse salariale chez nous qui trinque (À la DGFIP on a supprimé 30 % des emplois en 20 ans), le gel des traitements (on a perdu énormément de pouvoir d'achat depuis 2010, plus de 20 % en ce qui me concerne, cadre B). On assiste à une densification des m2 et à la vente de biens immobiliers appartenant à l'État (60 % de structures finances publiques fermées en quatre ans). La DGFIP a la réduction des coûts des fluides dans le collimateur : donc moins de chauffage (sans rire l'administration a fourni des plaids à ceux qui le demandaient), un temps on a dû aussi faire face à la suppression d'eau chaude dans les sanitaires par exemple. La CGT revendique des emplois suffisants, qualifiants et recrutés par concours, une augmentation du point d'indice, un maillage de pleine compétence sur tout le territoire et une ouverture plus large au public (donc au plus près des citoyens pour être vraiment correctement renseigné).

Cordemais

EDF doit respecter les engagements présidentiels !

Un rassemblement de soutien au projet « Ecocombust » a mobilisé plus de 500 personnes le 17 avril dernier sur le site industriel de Cordemais. Sophie Binet, Secrétaire confédérale de la CGT, Sébastien Ménesplier, Secrétaire de la Fédération CGT de l'énergie, étaient présents sur les bords de Loire pour apporter leur soutien à ce projet industriel pensé et construit par les salariés eux-mêmes.

De nombreux élus locaux, communistes notamment, et des parlementaires de gauche étaient présents pour participer à la table ronde organisée pour l'occasion. Parmi eux Fabien Gay, sénateur communiste pour qui « Ecocombust est un projet de conversion industrielle du site, alliant préservation de l'emploi, développement de filière, transition énergétique et écologique ».

Pour Fabien Deschamp, Secrétaire du syndicat CGT de la centrale : « C'est un projet vertueux qui répond aux besoins de production électrique et aux enjeux climatiques. »

Un propos soutenu par les intervenants et par Sophie Binet qui regrette l'immobilisme de l'État : « Nous sommes dans une situation ubuesque, on a un Président qui s'est en-

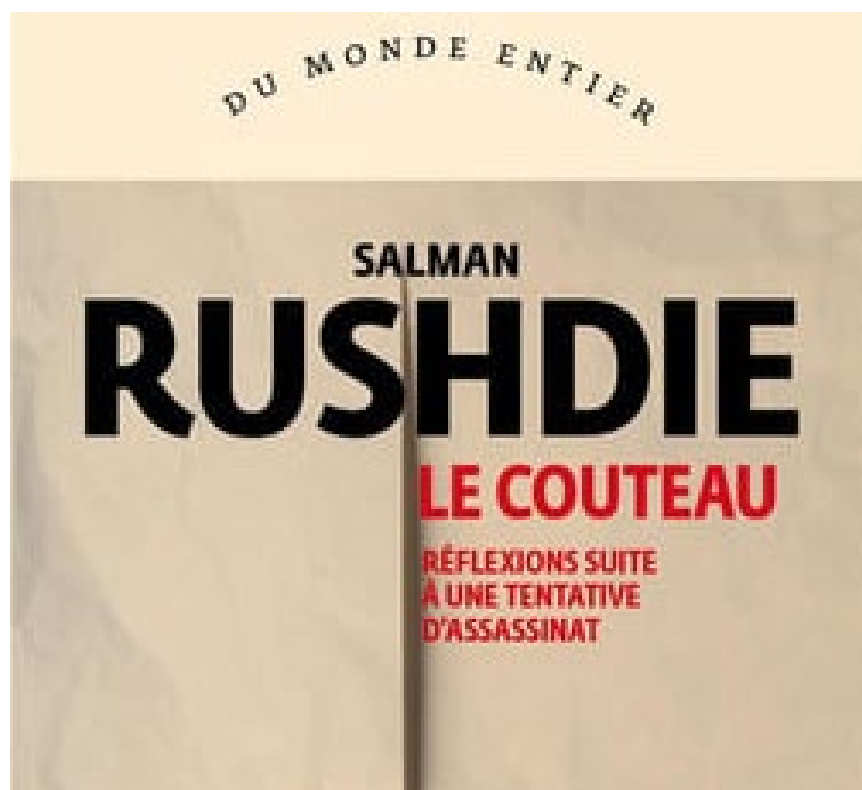


gagé sur la conversion et un industriel d'État, EDF, qui fait tout son possible pour torpiller le projet. »

En effet, au prétexte du contexte énergétique mondial, de la hausse des coûts de production basée sur les études et les hypothèses les plus pessimistes, le géant de l'énergie tente de faire un pas en arrière. Pourtant, en septembre dernier, à travers le Président de la République, l'État s'est engagé à garantir la conversion des centrales thermiques à la biomasse.

EDF, entreprise publique, doit respecter les engagements pris par l'État ! Le projet industriel, en partenariat avec le recycleur de déchets Paprec pour la fabrication de pellets de bois issus des déchets bois de classe B (palettes, mobiliers...), a été testé et les essais techniques ont montré que le processus, 80 % de pellets et 20 % de charbon dans un premier temps, fonctionnait.

En attendant la décision finale d'EDF prévue d'ici l'été, les salariés sont déterminés à ne rien céder et à poursuivre la mobilisation le temps qu'il faudra.



Salman Rushdie

Une leçon de courage

Le nouveau livre de Salman Rushdie témoigne d'un brusque retour en arrière temporel, rappelant au monde les appels à faire mourir l'auteur des *Versets sataniques*, magnifique roman sur le monde du cinéma indien, tenant du « réalisme magique » et dont la structure complexe exige une lecture attentive. La tentative d'assassinat du 12 août 2022 sur Salman Rushdie aura été la cinglante réplique de la fatwa lancée par l'ayatollah Khomeini en 1989, réplique de 27 secondes pendant laquelle l'assassin raté, que l'auteur nomme avec mépris « le A. », va frapper de nombreux coups de couteau avec un acharnement fou.

Le titre anglais du livre, « Knife », rend avec beaucoup de réalisme la dimension « tranchante » de l'acte, mais aussi du fait que la vie de l'auteur aura été elle aussi tranchée en un avant et un après. **Le livre est le récit de l'« après », récit de la reconstruction physique et morale de Salman Rushdie.**

Reprenant les premières lignes des *Versets sataniques* - « pour renaître, chantait Gibreel Farishta en tombant des cieux, il faut d'abord mourir », notre conteur va dépendre d'abord son émerveillement à se trouver toujours en vie, puis sa rémission, soutenue par l'amour de sa femme et de ses proches.

Devenu bien malgré lui une incarnation de la liberté d'expression pour le monde entier, liberté d'expression que certains imbéciles aimeraient supprimer à coups de couteau, Salman Rushdie offre avec ce livre une puissante leçon de courage et d'optimisme.

Malgré la barbarie dont *Le Couteau* témoigne et dont il a été victime, l'auteur ne se départit jamais de l'humour qu'on lui connaît dans ses romans, un humour en l'occurrence ravageur.

Le Couteau Salman Rushdie (éd. Gallimard) 23,00€

120 ans de L'Huma

Un journal au service des peuples et de la classe ouvrière

L'Humanité, c'est ce journal qui paraissait pour la première fois en avril 1904 et que le fondateur Jean Jaurès vouait, dès l'éditorial, à travailler à « la réalisation de l'humanité », à « réconcilier tous les peuples par l'universelle justice sociale », à en arriver à « une humanité réfléchissant à son unité supérieure dans la diversité vivante des nations amies et libres. »

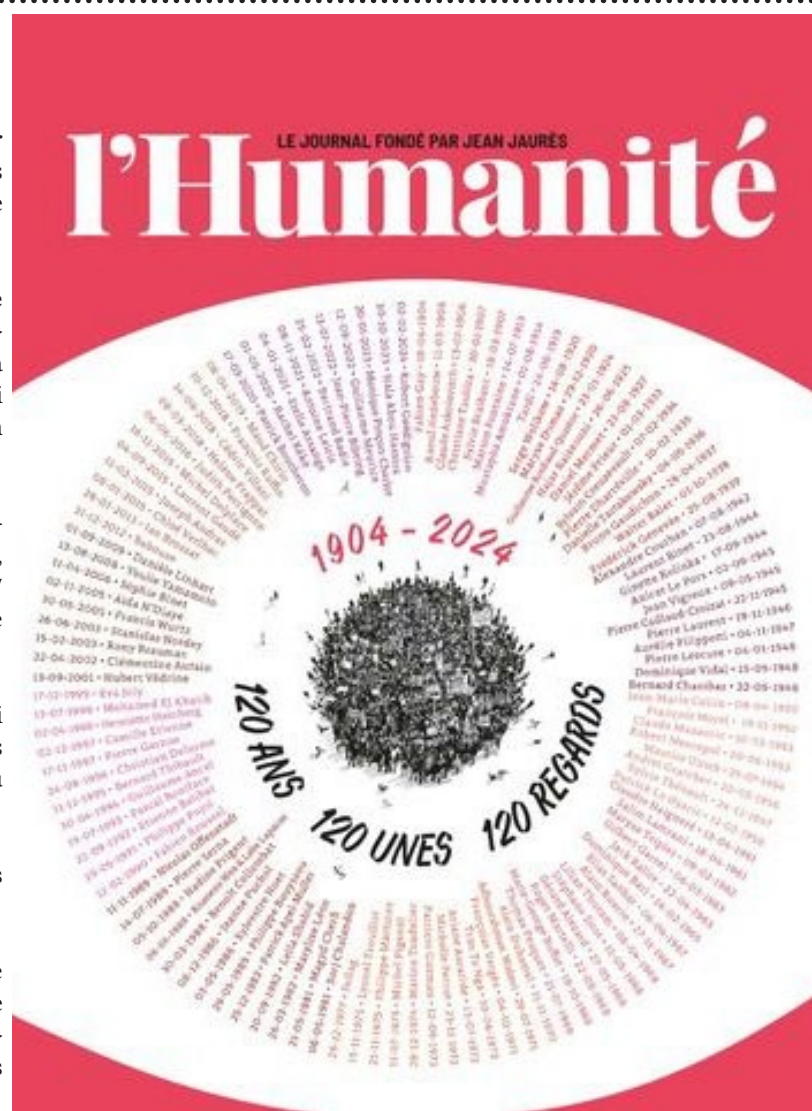
L'Humanité, c'est ce grand quotidien qui a participé à tous les combats progressistes qui ont émaillé ces douze dernières décennies, en prise directe avec l'Histoire, prenant fait et cause pour les opprimés, en pointe des luttes antifascistes, anticolonialistes, féministes... C'est le journal dont le destin sera lié au Parti communiste dès le Congrès de Tours et qui vivra, notamment, la confusion des militants d'un parti frappé d'interdit, aux responsables pourchassés, incarcérés, militants désorientés par le traité de non-agression germano-soviétique.

L'Humanité, c'est un journal qui entrera de plein pied dans la clandestinité dès août 1940 pour presque 400 numéros illégaux, c'est le journal qui aura su nommer « guerre », et ce dès la première semaine de novembre 1954, ces « événements d'Algérie » que l'on croyait résorber par la terreur militaire. C'est un journal qui sera saisi 27 fois et poursuivi 150 fois entre 1954 et 1962, dénonçant la torture et appelant inlassablement à la paix. Chaque encart laissé en blanc par la censure sur ses pages est une marque d'honneur pour le journal.

L'Humanité, c'est quelque chose qui nous dépasse tous, ce sont les CDH, ces diffuseurs du journal qui ne s'épargnent pas pour faire lire quotidien et hebdomadaire, ce sont les associations de soutien, « Société des lectrices et lecteurs », « Amies de l'Humanité », ce sont tous les militants qui se sentent concernés par la vie du journal et qui vont répondre aux appels à souscription.

Et puis il y a la Fête de L'Humanité avec ses milliers de bâtisseurs grâce à qui des centaines de milliers de visiteurs vont pouvoir vivre trois jours de fraternité et de bonheur.

L'Humanité, qui n'est plus depuis 30 ans « l'organe central » du Parti communiste mais qui repose pour une très grande part sur les abonnements, ventes en kiosque et souscriptions des communistes, est une plateforme d'expression qui met en débat les enjeux de la société avec un prisme résolument progressiste. C'est un journal avec lequel les communistes ont un rapport passionnel, une relation tumultueuse voire parfois conflictuelle, telle que seule on peut en avoir avec ceux qui nous sont les plus proches.



Printemps des Nefs 2024

Une programmation aux couleurs internationales

Comme chaque année au mois de mai, les nefs des Machines de l'île offrent une programmation culturelle atypique et une série de concerts gratuits.

Le Printemps des Nefs se déroule du samedi 04 au jeudi 30 mai. Au total, six soirées de concerts, débutant toujours à 20h30, pour découvrir douze artistes venant du monde entier. Une diversité musicale aussi bien dans les genres (rock, jazz, percussions, électro) ainsi qu'un mélange culturel entre motifs musicaux folkloriques et modernité.

- Samedi 04 mai : **Ireke** (Afrobeats - La Roche-sur-Yon) / **Frères Smith** (Afrobeats - Paris)
- Vendredi 17 mai : **Jo Dahan et le Gonzo Club** (Rock - Paris) / **Calle Mambo** (Cumbia - Chili)
- Samedi 18 mai : **Calyp's Atlantic** (Steelband - Nantes) / **Anthony Joseph** (Steelband & poésie - Angleterre)
- Vendredi 24 mai : **Sailor Honeymoon** (Punk Rock - Corée) / **Livigesh** (Dj set - Corée)
- Samedi 25 mai : **Lee Hee-Moon** (K-pop - Corée) / **UJU & Gongsang Myeongwol** (Pop - Corée)
- Jeudi 30 mai : **Sarab** (Jazz oriental Rock - Syrie) / **Mazalda** (Électro - Lyon)



Léon Deffontaines

Extraits du discours d'Amiens

Sur les accords de libre-échange :

« Le gouvernement et sa majorité recommencent aujourd'hui avec le Ceta cet accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. **Le Ceta est une nouvelle fraude démocratique**, en vigueur depuis plus de sept ans alors même qu'il n'a jamais été ratifié par le Parlement ni ratifié par la France. Même après le vote du Sénat, ils ne veulent toujours pas le faire passer à l'Assemblée nationale. Et bien je profite d'être ici en Picardie pour interpeller directement le Premier ministre : « Monsieur Atal, si ce traité est aussi vertueux que vous le dites, de quoi avez-vous peur ? un peu de courage, soumettez-le au vote du Parlement et de l'Assemblée nationale et nous verrons. »

Les recettes sont toujours les mêmes : on supprime les droits de douane pour exporter un peu de vin et un peu de fromage et en échange on apporte des dizaines de tonnes de céréales aux OGM et du bœuf élevé aux antibiotiques. Mais enfin, un peu de bon sens, un principe simple doit s'appliquer : **n'importons pas de l'étranger ce qui est interdit sur le territoire national (...)** Comptez sur nous pour bloquer l'ensemble des traités de libre-échange parce qu'il faut mettre un terme à cette fraude démocratique. »

Sur le Rassemblement national :

« Parlons-en un peu de ce Rassemblement national, parlons-en un peu du parti dirigé par monsieur Bardella. **Monsieur Bardella, vous savez, c'est le Bouteflika de la politique française : il est candidat mais on ne le voit nulle part.** Eh bien, un peu de courage monsieur Bardella ! Si vous avez un projet pour l'Europe, venez débattre avec les têtes de liste !

Regardons de près ce que [les parlementaires du RN] votent au Parlement et notamment à l'Assemblée nationale. (...) l'indexation des salaires sur l'inflation, ils ont voté contre, l'augmentation du salaire des enseignants, ils ont voté contre, le retour de l'impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF, ils ont voté contre. Même le parti qui se dit grand défenseur de la ruralité a voté main dans la main avec la République en marche contre une loi qui permettait de lutter contre les déserts médicaux.

Voilà le visage du Rassemblement national, voilà le visage de Jordan Bardella. En réalité, il a le même projet économique qu'Emmanuel Macron, la xénophobie en plus ! »



Européennes

Les communistes sur le terrain



Les communistes de Loire-Atlantique sont à l'œuvre pour aller à la rencontre des salariés et des citoyens qui iront voter le 9 juin et déjouer l'abstention et les scénarios tout faits.

Ce n'est pas une surprise, ce travail permanent leur est connu. Mais il y a une intervention particulière pour faire connaître les propositions les plus significatives du projet alternatif européen et pour la nation porté par la liste conduite par Léon Deffontaines, « La gauche unie pour le monde du travail ». Le travail et le social, la planète, la paix.

S'y incorporent les réindustrialisations vertueuses pour notre climat et notre souveraineté.

Il en va ainsi de la mise en place de plans de travail dans les sections locales, une intense activité à produire pour gagner au vote communiste en partant des préoccupations et questionnements de chacune et chacun et combattre la résignation. C'est sur le terrain que nous y sommes confrontés.

Entreprises, porte-à-porte et marchés sont les trois activités prioritaires. Le porte-à-porte demande de la volonté et de la constance, c'est la pratique la plus efficace. La présence dans et à la porte des entreprises permet de conforter le lien avec les travailleurs et aborder les questions du travail, des conditions de celui-ci, le salaire et le pouvoir d'achat...

La section de Nantes, par exemple, est engagée particulièrement dans les secteurs centre, est et ouest. De l'activité classique du collage à la réalisation d'un journal de quartier qui part de la vie des habitants, il n'y a qu'un pas pour s'organiser et œuvrer avec des listes ciblées de visite ; anciens adhérents, sympathisants..., mobilisons-nous et allons les voir.

N'hésitons plus, nous aurons à coup sûr des surprises.

Procurations

3 manières de faire

Je donne procuration à...

Étape suivante : Je donne procuration pour...

Pour identifier mon mandataire, je renseigne au choix* :

- Son numéro d'électeur et sa date de naissance
- Son état civil et sa commune ou consulat de vote

*Sauf cas particuliers, pour un scrutin donné, un mandataire ne peut détenir qu'une procuration. Votre mandataire devra



Le scrutin du 9 juin sera marqué par une nouveauté en matière de procuration. Cette année, il existe trois manières de donner sa procuration. Tout d'abord, depuis la période du Covid, vous pouvez continuer à donner procuration à l'ensemble des électeurs, quelle que soit sa commune. Cependant, un électeur ne peut pas porter plus d'une procuration. Pour établir celle-ci, le mandant peut choisir entre les options suivantes :

Sur papier : Pour cela, il faut se rendre au commissariat, à la gendarmerie, au tribunal ou au consulat avec le Cerfa n° 1266803 ou n° 1495203. Le numéro d'électeur sera nécessaire pour que la procuration puisse ensuite être envoyée par voie postale à la mairie concernée. Il est recommandé d'effectuer cette démarche au moins une ou deux semaines avant l'élection, compte tenu des délais de traitement de la poste.

Par la procédure semi-dématérialisée : Utilisez la plateforme Maprocuration.gouv.fr. Une fois identifié grâce à « France Connect », la plateforme vous guidera pour indiquer la commune du mandataire ou son numéro national d'électeur ainsi que sa date de naissance. Notez ensuite le numéro d'enregistrement de la demande et rendez-vous dans un commissariat ou une gendarmerie pour procéder à la vérification de votre identité.

Si vous possédez une carte d'identité au nouveau format (CNIe) : Identifiez-vous via le dispositif « France Identité », qui permet de disposer d'une identité numérique certifiée. Si vous avez effectué ces démarches, le site Maprocuration.gouv.fr pourra établir l'intégralité de votre demande de procuration. À noter que le service France Identité permet également d'avoir sa carte d'identité et son permis de conduire directement sur son téléphone.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Pedro MAIA Benoît LUSSEAU
 Pascal DIVAY
 Robin SALECROIX



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Assemblée nationale des Animateurs 2024



Le MJCF organise son Assemblée nationale des Animateurs du MJCF les 25 et 26 mai prochains. Chaque fédération envoie une délégation pour participer à ce temps démocratique.

Ces échanges permettent de dresser un bilan politique de l'année écoulée, fixer les objectifs de l'année à venir et renouveler une partie du Conseil national. Afin de réfléchir sur le bilan politique de l'année écoulée et déterminer les enjeux de l'année à venir, les Jeunes Communistes de Loire-Atlantique organisent leur conférence fédérale le 4 mai. Nous remercions Tom Landry de venir représenter le Conseil national du MJCF.

Les campagnes menées contre la réforme du bac pro, pour la dignité au travail et l'accès au logement ont permis de structurer notre militantisme tout en défendant concrètement les intérêts de la jeunesse.

La fédération des Jeunes Communistes de Loire-Atlantique compte aujourd'hui une quarantaine de membres contre une cinquantaine en 2023. Cette année est marquée par de nombreux départs de camarades pour cause de déménagement et d'avancement dans la vie. Nous saluons leur engagement au sein du MJCF 44 et leur souhaitons le meilleur pour la suite.

La création des Unions de Ville a joué un rôle important dans la mise en application des campagnes votées à la dernière conférence fédérale. Pour organiser au mieux la vie militante locale, le MJCF 44 s'est doté d'un Conseil départemental.



Cette conférence fédérale a aussi pour objectif de préparer l'année politique et organiser nos campagnes. Pour ce faire, nous utilisons comme matériaux de base les textes du Conseil national. **La force de notre organisation vient du fait que chaque étape de ce processus se fait de manière démocratique.**

Dans cette perspective démocratique, la conférence fédérale permet de renouveler les coordinations d'UV et d'élire les membres du CD. Ces derniers éliront à leur tour le Bureau fédéral. Nous remercions notre secrétaire à l'organisation, Mathis Vandamme, pour son investissement et son travail exemplaire au sein de notre fédération et lui souhaitons un bon retour dans son Nord natal.

L'année à venir s'annonce riche en luttes. **Le MJCF, conscient de son rôle, se doit d'être à la hauteur des enjeux de notre époque.** Face au système capitaliste qui ploie sous ses contradictions, gardons à l'esprit que le communisme est la jeunesse du monde.



Voici les résultats du référendum étudiant du 4 avril 2024 sur la question « Souhaitez-vous plus de logements Crous ? » Sur 288 votants, il y a eu 285 votes pour, 2 votes contre, et un vote nul. Ainsi, le référendum fut un véritable succès au niveau départemental, mais également au niveau national, avec plus de 10 000 votants dans 20 campus. Les jeunes communistes se réjouissent de ce succès auprès des étudiants, qui se sont donc majoritairement exprimés pour plus de logements Crous pour les étudiants !

Hommage à

Claudine Saiche



C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Claudine Saiche.

Claudine était militante de la section Loire et Sèvre du PCF. C'était aussi une dirigeante syndicale combative, syndicaliste CGT chez Trelleborg à Carquefou. Elle s'est beaucoup battue en 2014 contre les plans de licenciement dans son entreprise et à la Seita.

Syndicaliste reconnue pour sa détermination, elle est devenue Secrétaire générale de l'UL CGT de Carquefou et ce jusqu'à sa retraite en 2015. Elle a été aussi membre de la commission exécutive de l'UD 44 CGT au même moment. Elle avait décidé de donner un prolongement à son engagement syndical en adhérant au Parti communiste français, il y a près de 30 ans. Femme de convictions et de valeurs, attachante et fraternelle, elle avait été candidate PCF aux élections cantonales de 2015 dans le canton de Vallet. Elle militait également au sein du Comité départemental du souvenir.

Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

1er mai

Du monde dans les rues et du muguet dans les cœurs



5 000 personnes à Nantes, 2 000 à Saint-Nazaire, 200 à Ancenis et une centaine à Châteaubriant : ils étaient nombreux dans les cortèges pour exiger de meilleures conditions de vie. La principale revendication des manifestants était la hausse immédiate du Smic à 2 000 € brut, des minima sociaux, du point d'indice de la fonction publique et des retraites. Ils demandaient également aux directions d'entreprise d'augmenter l'ensemble des salaires, surtout là où les entreprises réalisent des marges et rémunèrent les actionnaires.

L'international était également très présent. **Les travailleurs de toutes les nations exigeaient la paix**, mentionnant les conflits militaires qui se multiplient et entraînent des centaines de milliers de morts civils et militaires, notamment en Palestine et en Ukraine. Les grandes puissances se réarment massivement, avec une hausse des budgets militaires de 58 % en deux ans pour les pays de l'Union Européenne.

Les lycéens et les collégiens étaient également présents pour demander davantage de moyens dans les classes et s'opposer à la réforme des groupes de niveau.

Initiatives

Référendum étudiant

Réunion - Débat le 24 mai à 19h00 aux Sorinières

**24 mai 2024
à 19h00
aux Sorinières**

GAUCHE UNIE
POUR LE MONDE DU TRAVAIL



Dans le cadre des élections européennes du 9 juin prochain, une réunion - débat est organisée le vendredi 24 mai à 19h00, salle Agnès Varda, 11 rue des sports aux Sorinières.

Une soirée d'échanges qui portera sur les propositions de notre liste **La Gauche unie pour le monde du travail**, qui reprend les thématiques des salaires, des services publics, de l'industrie et de l'agriculture. Les intervenants suivants seront présents :

Robin Salecroix, Vice-président de Nantes Métropole chargé de l'eau et l'assainissement. Secrétaire fédéral du PCF.

Jean-Noël Le Bossé, Agriculteur et syndicaliste paysan.

Magali Viot, Engie, terminal Montoir-de-Bretagne, zone portuaire.